

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

Délibération n° 2020-199- DC

Date d'affichage : Le 16 novembre 2020	Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 54 Excusé(s) : 16 Dont représenté(s) : 8 Absent(s) : 11	Présents : (54) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME.
Nombre de votants : 62 -----	Dont suppléé(s) remplacé(s) : Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER
Secrétaires de séance : <i>Grégory PIERRE et Guy BERTIN</i>	Excusés : (16) Frédéric MORTIER, Christian RUAULT, Sophie TUBIANA, Armel FROGER, Gilles ROUSSILLAT, Eric LEFIEVRE, Alain BOISSONNOT, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Béatrice GUILLON, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ Dont excusés ayant donné pouvoir : (8) Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN. Absents : (11) Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoît LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME

STATUTS DE LA RÉGIE À AUTONOMIE FINANCIÈRE, SANS PERSONNALITÉ MORALE, DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - APPROBATION

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) exerce la compétence eau potable et assainissement collectif sur l'intégralité de son territoire.

L'héritage de ce service suite à la dissolution des syndicats historiques sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire entraîne une disparité de niveau de compétences à l'échelle de la Communauté d'Agglomération. L'échéance globalisée des divers contrats de délégation de service public eau potable au 31 décembre 2020 impose à la Communauté d'Agglomération de mener une réflexion sur le futur mode de gestion du service public conformément aux dispositions de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Communautaire, par délibération n°2019/023 DC du jeudi 28 mars 2019 a entériné les choix de gouvernance suivants :

- L'allotissement géographique entre le secteur Nord et le Secteur Sud de la Communauté d'Agglomération,
- L'unicité de gestion via un véhicule juridique unique sur les deux secteurs.

Les objectifs de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire sont :

- De conserver la maîtrise des investissements stratégiques par la Communauté d'Agglomération,
- De disposer d'un interlocuteur unique sur un même secteur pour l'exploitation des deux services afin d'améliorer la lisibilité pour les usagers et la réactivité des services,
- De tendre vers un prix de l'eau unique sur l'ensemble du territoire et de maîtriser la tarification,
- De proposer aux usagers un niveau de service identique pour l'ensemble des usagers sur tout le territoire,
- D'optimiser le coefficient d'intégration fiscal (CIF).

La régie autonome est le mode de gestion le mieux adapté au regard des objectifs poursuivis par la Communauté d'agglomération pour le secteur Nord. Ce mode de gestion permet de conserver l'exploitation du service sous l'égide de la Communauté d'Agglomération, garantissant une grande transparence et une maîtrise totale par la CASVL de ce service public.

Création d'une régie à seule autonomie financière pour la gestion du service public de l'eau potable – Adoption des statuts – Dotation – Organisation du Service

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 5211-5 III, L5214-16 ;

Vu la loi dite Grenelle 2 n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1412-1, L.2224-8, L.2121-29, L.2221-1 et suivants,

Vu également les articles R.2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 12 novembre 2020 ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des services publics locaux en date du 28 septembre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2019/023 DC du 28 mars 2019 actant le mode de gestion eau et assainissement ;

Considérant qu'en application de l'article L.2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération dispose de la possibilité d'exploiter directement des services publics à caractère industriel et commercial, tel que le service d'eau potable ;

Considérant que pour ce faire, la Communauté d'Agglomération a le choix, en application de l'article L.2221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, entre la régie dotée de la seule autonomie financière et la régie dotée de l'autonomie financière et de la personne morale ;

Considérant que la grande différence entre ces deux catégories de régie réside essentiellement dans les pouvoirs conservés, ou non, par l'organe délibérant. En raison de la volonté de la Communauté d'Agglomération de conserver les pouvoirs nécessaires à l'impulsion de la politique à mettre en œuvre en matière d'eau potable, à la fixation des objectifs et au contrôle de la réalisation de ces derniers, le choix de la régie dotée de la seule autonomie financière est privilégié.

Ainsi, la création d'une régie à autonomie financière permet que les actes principaux concernant la régie restent de la compétence du conseil communautaire, à savoir, et conformément à l'article R2221-72 du CGCT, après avis du conseil d'exploitation de la régie et dans les conditions prévues par les statuts :

- D'approuver les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- D'autoriser le Président à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- De voter le budget de la régie et délibérer sur les comptes ;
- De délibérer sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- De régler les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;

De fixer les taux des redevances dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4.

Les contrats de délégation de service public arrivant à échéance au 1^{er} janvier 2021 sur le périmètre Nord de l'Agglomération la date de création est fixée au 1^{er} janvier 2021.

Le nom commercial de cette régie sera « EAUX SAUMUR VAL DE LOIRE by Régie »

Considérant qu'il revient à l'Assemblée délibérante de créer cette régie en vertu des dispositions des articles L.1412-1 et L.2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'en application de l'article R.2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à l'Assemblée délibérante, simultanément à la création de la régie, d'en adopter les statuts ;

Considérant qu'il appartient également à l'Assemblée délibérante de fixer le montant de la dotation initiale de la régie qui représente, conformément à l'article R.2221-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèce effectués par la Collectivité ;

Considérant qu'il y a lieu d'ores et déjà, de donner à la régie, une assise et un cadre juridique lui permettant d'être opérationnelle au 1^{er} JANVIER 2021 ;

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE CREER** pour gérer le service d'eau potable, une régie dotée de la seule autonomie financière
- **DE FIXER** la date de création de la régie au 1^{er} JANVIER 2021 ;
- **DE CONFIER** à cette régie la mission de gestion du service public de l'eau potable sur le périmètre défini dans les statuts joints ;
- **D'ADOPTER** pour cette régie les statuts figurant en annexe de la présente délibération ;
- **DE REPORTER** la fixation du montant de la dotation initiale à l'issue du vote du budget soit 2021.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 62 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

20 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4^{ème} trimestre 2020

Pour Extraît Conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.1 Actes relatifs aux régies
-------------------	--------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »